



3^e colloque interrégional du collectif du Géofuturs méditerranéens

22 janvier 2026, Lunel

Atelier méthodologique sur l'anticipation territoriale : comment définir une vision du futur pour construire son projet de territoire ?

Synthèse des échanges rédigée par Frédéric Weill, Futuribles

Une question centrale se pose aux participants de l'atelier : à quelles conditions les données et leurs représentations peuvent-elles véritablement contribuer à une démarche collective tournée vers l'avenir, au service de la stratégie et de la recherche de solutions ?

La relation entre modélisation et prospective n'a rien d'évident. La prospective, par essence, s'intéresse à des futurs complexes et incertains, souvent marqués par des ruptures. Elle s'appuie avant tout sur les visions, les valeurs et les positionnements d'acteurs. Les modèles complexes, quant à eux, visent la rigueur et la cohérence des représentations du réel. Comment alors articuler ces approches avec les processus décisionnels et stratégiques ?

Les deux retours d'expérience entendus lors de l'atelier illustrent la place centrale des dynamiques d'acteurs dans cette articulation :

- en Corse (démarche « Corse Pruspettiva 2050 »), la démarche a d'abord cherché à construire une représentation systémique du fonctionnement du territoire, préalable à l'exploration des futurs possibles. Cette étape de compréhension rigoureuse du présent s'est révélée essentielle pour disposer d'un socle solide pour se projeter dans l'avenir. Mais le véritable moteur du processus réside dans l'expression des acteurs locaux, l'appropriation par les élus et l'aide au choix d'une vision partagée et d'une stratégie commune ;
- au Pays d'Arles, la démarche « Territoires d'anticipation » a articulé diagnostic, vision d'avenir et trajectoires possibles. Elle a mobilisé des acteurs publics et privés au cours de 4 ateliers portant sur les spécificités du territoire, les regards croisés, différentes notions (habitabilité par exemple), qui ont débouché sur une vision du futur en 2050 et des premiers récits. Les acteurs ont été placés au cœur du dispositif afin d'exprimer leurs préférences, construire collectivement les choix d'avenir et s'engager dans la durée.

Ces deux expériences posent la question du rapprochement entre données, modélisation et prospective. Dans les faits, la place de la donnée y reste souvent incidente :

- en Corse, il serait possible d'aller plus loin en développant un modèle quantitatif capable de simuler l'évolution des variables clés et de quantifier les hypothèses de scénario. Mais ce n'est pas l'option qui a été privilégiée à ce stade ;
- au Pays d'Arles, la création d'une simulation 2D ou 3D – voire d'un jumeau numérique territorial – aurait permis de mieux visualiser les futurs possibles imaginés, mais les moyens et le temps manquaient pour concrétiser cette étape.

Ces constats invitent à considérer la donnée et la représentation non comme une fin en soi, mais comme des leviers au service du processus collectif d'anticipation et de décision. Leur valeur réside dans leur capacité à nourrir une réflexion stratégique partagée, à condition d'en maîtriser le sens et l'usage.

Plusieurs pistes de réflexion ont émergé dans la discussion :

- le chiffre compte, mais c'est surtout le sens qu'il donne à l'action qui importe ;
- la diversité des indicateurs est nécessaire : chacun y lit des signaux différents selon sa sensibilité ;
- les indicateurs peuvent devenir des signaux d'alerte, au service de la décision ;
- l'association entre connaissance chiffrée et approche sensible, notamment sous l'angle paysager (les agriculteurs comme premiers paysagistes), mérite d'être approfondie ;
- le recours à des dispositifs d'écoute territoriale impliquant les citoyens, ou encore à des approches participatives telles que le théâtre forum ou les maquettes interactives de territoire, facilite la compréhension et l'appropriation des données.

La prospective pourrait ainsi être envisagée comme un processus de mise en tension entre les représentations des acteurs et la réalité des phénomènes observés à travers les données. Mais ce chantier reste encore largement ouvert.

Il faut sans doute inventer de nouveaux dispositifs de médiation entre savoirs scientifiques et politiques, capables de réconcilier exigence climatique et processus démocratiques, de revitaliser la dimension collective de la décision et de « faire du commun ». Cela suppose de reconnaître l'altérité et de favoriser l'appropriation partagée de la connaissance.

Au fond, l'enjeu n'est pas d'accumuler les données, mais de savoir comment les mettre en lumière, à partir d'objectifs clairs et de questions bien posées. C'est à cette condition seulement que la donnée devient réellement utile à l'action stratégique et à la décision publique.